

Y a-t-il des pauvres derrière les chiffres ?

Voilà plus de dix ans qu'une inquiétude rampante s'insinue dans les milieux politiques et les administrations. La Suisse serait-elle en train de glisser vers la pauvreté. Quelques aînés se souviennent de l'ampleur de cette pauvreté dans le premier tiers de ce siècle finissant. Au cours des dernières décennies, on avait cru que ce cancer pourrait être éradiqué.

Quand l'inquiétude se fait pesante, premier réflexe : on se met à compter. Plusieurs cantons et quelques communes y vont de leur étude. Des chiffres et des chiffres, des interprétations, quelques vœux et de bonnes résolutions. Systématiquement cependant, des voix fortes s'élèvent pour semer le doute. On compare les résultats, on épingle les différences, on met en cause la méthode. Souvent, c'est un prétexte pour ne rien faire. Lentement, l'attente s'élargit : " Il faudrait réaliser une étude nationale, solide et fiable. "

C'est ainsi que le Fonds national se voit confier la tâche d'entreprendre une telle étude avec des moyens non négligeables (plus de deux millions de francs). Une équipe est constituée. Un long travail s'engage, difficile et minutieux dans un pays où les données sont rares et le fédéralisme dominant. Au début de 1997, les résultats sont tombés¹. Le 21 janvier, la une de la presse est toute entière consacrée à ce problème. Bien sûr, les journalistes n'ont pas lu en quelques heures les 400 pages du rapport, on les comprend. Un communiqué de presse s'attache à mettre en évidence ce que les chercheurs considèrent comme l'essentiel.

Le message

Après quelques précautions et réserves d'usage sur la complexité de l'étude de la pauvreté, les chercheurs confirment le fait qu'il y aurait entre 6 % et 10 % de pauvres en Suisse, selon les critères retenus. C'est le message que beaucoup attendaient (ou redoutaient). En fait, presque une moyenne des chiffres glanés par les études régionales. Voilà donc l'existence de la pauvreté confirmée.

Par ailleurs, les catégories les plus touchées, sont mises en évidence. Les jeunes et les familles sont particulièrement concernés, la Suisse latine est plus frappée que la Suisse alémanique. Et puis, les retraités ne constituent plus la catégorie la plus affectée par la pauvreté.

L'étude met en évidence un phénomène majeur : plus d'un tiers des personnes qui auraient droit aux prestations complémentaires AVS (assurance-vieillesse) n'y ont pas recours ; c'est même 45 % pour les bénéficiaires potentiels de l'aide sociale. Les auteurs parlent ici de pauvreté cachée. Enfin, entre 1982 et 1992, voire 1996, les inégalités se sont aggravées en Suisse, mais la pauvreté n'aurait pas augmenté.

L'accueil des médias

Voilà de quoi rédiger quelques titres d'articles de presse. La plupart des journaux sont frappés par l'irruption des jeunes comme population lourdement frappée par la pauvreté. Quelques-uns relèvent non sans complaisance la stabilité générale de la pauvreté (N'y aurait-il donc pas de raison de s'inquiéter ?). Ce serait si rassurant). Dans ce concert, quelques doutes sont émis sur la réalité de cette image transmise aux Suisses. Certains spécialistes qui ont pu être atteints par téléphone ou des responsables de services sociaux relèvent la banalité des résultats et, surtout, la superficialité des mesures proposées.

Beaucoup n'avaient pas comme du bon pain le fait que les pauvres n'auraient pas augmenté en Suisse dans la période récente alors que chacun peut observer le contraire en regardant autour de lui.

¹Un résumé en français (28 pages) de l'étude de Robert E. Leu e. a. peut être obtenu auprès du Fonds national suisse de la recherche scientifique (031) 308 22 22. – Voir aussi l'excellent article de F. Hainard et S. Rossini, *Nouveau quotidien*, 3 mars 1997.

Quant au problème posé par le nombre impressionnant de personnes qui ne font pas usage de leurs droits, il est le plus souvent traité par un appel à une meilleure information.

En somme, les Suisses sont confirmés dans l'idée que la pauvreté existe parmi eux, mais de nuance en nuance, les principaux problèmes sont évacués, le doute s'installe, une certaine relativisation des difficultés s'insinue. Quelques journaux se plaisent à relever certaines phrases du résumé de l'étude dans lequel il est indiqué que de nombreux pauvres ont la télévision et même un baladeur.

À boire et à manger

Disons-le clairement, c'est un mérite de cette étude d'avoir confirmé l'existence au niveau national de la *réalité* de la pauvreté. Ceux qui jouait sur cette incertitude ne sauraient nier plus longtemps les faits. De même, l'attention portée sur l'accroissement de la pauvreté au sein de la jeunesse et des jeunes familles avec enfants est de nature à relancer le débat sur les politiques familiales et à justifier des mesures qui dorment dans les tiroirs depuis trop longtemps.

Il en va de même du constat d'un accroissement des inégalités, les riches devenant de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres. Il fallait le dire, disons le confirmer. Ce message est pourtant fortement relativisé par quelques interprétations des résultats qui ont été proposées au public. La lecture qui en a été faite peut choquer, voire scandaliser.

Pas plus de pauvres ?

Que peut-il bien se passer dans la tête de ceux qui lisent que le nombre de pauvres n'aurait pas augmenté au cours de la dernière décennie ? Se rendent-ils compte que, selon les chercheurs, tous ceux qui, au cours des dernières années, ont vu leur situation sociale empirer, voire devenir catastrophique, et qui ont pu avoir recours à l'aide sociale ou aux prestations complémentaires de l'assurance-invalidité et de l'AVS, ne sont pas pauvres. Vous avez bien lu, on n'est pas pauvre lorsque l'on est à *l'aide sociale*. Allez expliquer cela dans les villes et dans les villages. Et surtout aux personnes directement concernées. Bien sûr, techniquement, les chercheurs ont raison, puisqu'ils ont fixé les seuils de pauvreté aux sommes qui donnent droit à ces prestations sociales. Une telle approche ne risque-t-elle pas de banaliser un fait majeur : le nombre des personnes dont les revenus dégringolent est multiplié par deux, trois, quatre, selon les régions. Demain, vraisemblablement, leur nombre va encore augmenter.

Pauvreté cachée

Que peut bien signifier le fait que tant de personnes disposant de revenus très bas n'ont pas accès aux droits qui sont les leurs. Il faut être naïf pour penser qu'il ne s'agirait que d'une question d'information ou de quelques maladroites administratives. La pauvreté est souffrance, honte et culpabilité chez ceux qui en sont frappés. Autour d'eux, les doigts ne manquent pas qui les désignent comme suspects, voire profiteurs. De nombreuses études récentes l'ont montré. On ne s'inscrit pas à l'aide sociale comme on achète un abonnement à l'opéra ou au cinéma. Les politiques ciblées sur les pauvres sont de pauvres politiques.

Un train de mesures paresseux

Après avoir laissé entendre qu'il n'y aurait pas d'augmentation du nombre des pauvres et que beaucoup d'entre eux ne recourent pas aux aides qui sont mises à leur disposition, on peut imaginer que les mesures de politique sociale retenues dans l'étude puissent être superficielles, c'est le moins que l'on puisse dire. Les conclusions de l'étude sont directement la conséquence de la manière d'aborder les problèmes retenue pas les chercheurs plus intéressés aux chiffres qu'à la dynamique de la paupérisation et de l'exclusion. Photographier (savamment) une réalité, c'est se condamner à n'en voir qu'un aspect.

Ça suffit ! Nous avons assez "compté" les pauvres

Les personnes et les professionnels engagés dans la lutte contre la pauvreté savent qu'un immense chantier s'ouvre devant eux. Connaître cette montée de la pauvreté dans toutes ses dimensions et

réunir les énergies et les compétences pour définir et mettre en œuvre des mesures à la hauteur de l'ampleur des problèmes. Et il faudra certainement encore faire face longtemps à de subtiles tentatives de relativiser les problèmes.

En définitive, trop d'études récentes et, surtout les interprétations publiques qui nous sont proposées, passent à côté d'une réalité essentielle. Le fait que tant de pauvres n'accèdent pas aux droits qui leur sont formellement reconnus est le fruit amer d'un ensemble de barrières qui sont placées sur leur chemin. Elles peuvent être levées, mais cela ne se fera pas sans initiatives politiques résolues.